

**Arrêté préfectoral imposant des mesures d'urgence à
la société REGEAL AFFIMET suite à l'accident survenu le 26 juillet 2024
Commune de COMPIÈGNE**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1, L.512-20, L. 514-5 et R.512-69 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN, en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 1986 autorisant l'extension et l'exploitation des installations de production d'alliage d'aluminium de la société REGEAL AFFIMET ;

Vu l'arrêté préfectoral autoportant du 8 août 2023 relatif à l'introduction de crasses dangereuses externes, et notamment ses articles :

– 2.1.2 : « L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personne nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation. » ;

– 2.5.1 : « L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport et les propositions du 31 juillet 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu le courriel transmis à l'exploitant le 2 août 2024 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. Un accident est survenu le 26 juillet 2024 au niveau du traitement des fumées de l'un des fours rotatifs (four RTF1) des installations de fusion utilisées par la société REGEAL, Avenue du Vermandois sur la commune de Compiègne ;
2. La cause de l'évènement n'est pas établie ;
3. La cause de cet accident est donc à déterminer par l'exploitant ;
4. Cet accident a provoqué une déflagration ;
5. Une plaque en tôle au sommet d'un des cyclones a été expulsée ;
6. Des tôles en toiture du bâtiment ont également été éjectées ;
7. L'accident a causé un nuage de poussières gris ;
8. La pluie a fait retomber le nuage de poussières sur le toit du bâtiment ;
9. L'alimentation en gaz et en électricité de l'installation a été coupée ;
10. Un périmètre de sécurité a été instauré autour de la zone de l'accident ;
11. Le four a été vidangé ;
12. Les contrôles des installations par le prestataire DELTRIAN ne sont plus menés depuis mars 2024 ;
13. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de contrôles internes des installations ni de présenter une procédure d'entretien ;
14. Les activités seront arrêtées trois semaines au mois d'août 2024 pour raison de congés estivaux ;
15. Un rapport d'accident doit être produit par l'exploitant en application de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement pour préciser notamment les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un évènement similaire ;
16. Par conséquent il convient de prendre un arrêté de mesures d'urgence pris au titre de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : OBJET

La société REGEAL AFFIMET, autorisée à exploiter des installations dédiées à la production d'alliages d'aluminium, située sur la commune de COMPIÈGNE, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté. Ces dispositions font suite à l'accident survenu le 26 juillet 2024 dans les cyclones de son four rotatif RTF1.

ARTICLE 2 : CLASSEMENT DE L'ACCIDENT

L'exploitant procède sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté au classement de l'accident dans l'échelle européenne des accidents.

ARTICLE 3 : MESURES IMMÉDIATES CONSERVATOIRES

L'exploitant est tenu de procéder, sans délai, à la mise en sécurité des installations du site susceptibles d'avoir été affectées par l'incendie, en prenant les mesures appropriées : surveillance, mesures spécifiques, interdiction d'accès signalisée de manière adaptée et information des dangers présents (risques d'effondrements, de chute de matériels, etc.).

Article 4 : RAPPORT D'ACCIDENT

En application de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu de fournir à l'inspection des installations classées avant le 30 septembre 2024, un rapport sur l'accident survenu le 26 juillet 2024 au niveau des installations de fusion exploitées sur la commune de Compiègne.

Ce rapport précise notamment :

- les circonstances de l'accident ;
- la description chronologique précise des faits lors de l'accident ;
- les causes de l'accident (analyse de l'origine des différents dysfonctionnements et de l'enchaînement des événements) ;
- la nature et l'extension des conséquences : effets sur les personnes et l'environnement ;
- les mesures mises en œuvre pour réparer les atteintes à l'environnement ;
- les conséquences économiques (type et montant des dommages matériels, pertes d'exploitation...);
- la présentation des mesures techniques et organisationnelles existantes sur l'installation concernée par l'incident ;
- les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'installation en cause et le délai de réalisation de ces mesures ;
- l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et/ou organisationnelles pour éviter un incident/accident similaire ou en réduire la probabilité et/ou la gravité des effets associés ;
- un échéancier de mise en œuvre des mesures techniques et/ou organisationnelles éventuellement prévues ;
- la justification de la mise en œuvre des nouvelles mesures éventuelles.

Le rapport d'accident, et notamment les éléments relatifs à l'identification des causes de l'accident et les mesures prévues en conséquences, est complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

Sous 15 jours, l'exploitant transmet le plan d'action incluant un échéancier des investigations qui seront réalisées pour établir ce rapport.

ARTICLE 5 : MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant mettra à jour la totalité de son étude de dangers en y intégrant le retour d'expérience issue de l'accident survenu le 26 juillet 2024, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6 : CONTRÔLE ET INTÉGRITÉ DES INSTALLATIONS

L'exploitant procède :

- à la réalisation des contrôles permettant de vérifier l'intégrité et la conformité des structures, équipements, installations et utilités potentiellement dégradés par les effets de l'accident ;
- à la réalisation des contrôles permettant de vérifier l'intégrité et la conformité des équipements de sécurité du site.

Les documents correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations sur site.

ARTICLE 7 : PROCÉDURE D'ENTRETIEN

L'exploitant rédige une procédure d'entretien mensuel des installations RTF1, RTF2 et RTF3 et désigne un organisme compétent réalisant la maintenance.

L'exploitant fait réaliser une maintenance initiale par l'organisme désigné avant toute reprise d'activité du four RTF1.

ARTICLE 8 : MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES

L'exploitant met en œuvre et rend opérationnelles les mesures techniques et ou organisationnelles listées dans le rapport d'accident permettant de supprimer les causes de l'accident survenu avant toute reprise d'activité.

ARTICLE 9 : REMISE EN SERVICE DES INSTALLATIONS

En application de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement, l'activité du four RTF1 est suspendue et sa remise en service est conditionnée au respect des dispositions explicitées dans les articles 4, 6, 7 et 8 du présent arrêté.

ARTICLE 10 : PUBLICITÉ

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Compiègne pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Compiègne fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 11 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

La préfète peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

ARTICLE 12 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Compiègne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 05 AOUT 2024

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société REGEAL AFFIMET

Le sous-préfet de Compiègne

Le maire de Compiègne

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'inspecteur des installations classées s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

